



*Mission Permanente de la République de Côte d'Ivoire auprès des
Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des
Autres Organisations Internationales à Genève*

N° 0180 /MPRCI-5/MT/eph/10

OHCHR REGISTRY

01 JUL 2010

Recipients: EPD

La Mission permanente de la République de Côte d'Ivoire auprès des Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des autres Organisations Internationales à Genève présente ses compliments au Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme à Genève et, se référant à sa note verbale référencée POWERTY 2010 ER du 12 avril 2010, a l'honneur de lui communiquer ci-joint, les réponses du Gouvernement ivoirien à son questionnaire relatif à l'étude sur les "**Droits de l'homme et extrême pauvreté**".

La Mission permanente de la République de Côte d'Ivoire remercie le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme de son aimable obligeance et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Genève, le 22 juin 2010

Haut Commissariat des Nations Unies
aux Droits de l'homme
1211 Genève10



REPONSES AU QUESTIONNAIRE

MGD1 : Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim.

1- La faim :

- 1) Pays essentiellement agricole, la Côte d'Ivoire n'a jamais été menacée par la faim, car depuis 1960, l'Etat a beaucoup investi dans l'agriculture mais a surtout privilégié la politique de l'autosuffisance alimentaire à partir des années 80 de sorte que toutes les populations ivoiriennes aujourd'hui ont de quoi se nourrir.

Toutefois, la production du riz (aliment de consommation de masse, insuffisante à couvrir la consommation nationale), a été palliée, d'une part par une politique d'importation de cette denrée et d'autre part, par un programme de promotion des cultures vivrières.

- 2) Pour assurer l'accès de tous à la nourriture, l'Etat de Côte d'Ivoire a développé l'activité agricole notamment la culture de rente. Par la suite, un accent particulier a été mis sur les produits vivriers.

De nombreux pays de la Sous-Région notamment le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Guinée, viennent même se ravitailler sur le marché ivoirien en produits vivriers.

En effet, pour parvenir à cette relative sécurité alimentaire, les gouvernements successifs ont dû inciter les populations à s'investir, en plus des produits de rente (café, cacao), dans la culture des produits alimentaires (riz, maïs, manioc, banane...).

La jeunesse, à travers divers projets agricoles, a été appelée à participer à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire. Des groupements coopératifs dans le domaine des vivriers ont été créés et encadrés afin qu'ils réussissent la production mais également le ravitaillement des zones urbaines à travers une politique commerciale contrôlée : interdiction officielle de toute spéculation sur le prix des produits de consommation de masse.

En tout état de cause, il existe en vérité, plusieurs marchés de produits alimentaires accessibles à toutes les couches de population ; les prix variant selon les lieux d'habitation.

- 3) Pour permettre à la société civile de participer aux prises de décisions dans l'intérêt des populations vulnérables, l'Etat a favorisé d'une part, la prolifération des coopératives agricoles et d'autre part, les associations de consommateurs qui sont des entités privées, qui collaborent avec le gouvernement dans la conception des politiques agricoles et aussi dans la fixation des prix des produits de consommation courante. Autant dire que dans ce secteur, le dialogue et la concertation sont permanents.

2)- Le travail décent :

- 1) En Côte d'Ivoire, l'Etat garantit à tout citoyen le droit au travail, sans considération des aptitudes physiques ou mentales. Autrement dit, tout le monde a accès au travail selon ses capacités et sa compétence. Toutefois, sur le marché du travail, seuls les diplômés et ceux qui ont un niveau de formation professionnelle adéquate, ont plus de chance d'avoir un travail décent.

Mais, depuis que la crise économique et financière frappe tous les pays du monde et en particulier les pays sous-développés, le secteur informel, où le travail n'est pas forcément stable, attire la plupart des jeunes issus des milieux universitaires et scolaires. De même, le secteur agricole absorbe de plus en plus de jeunes déscolarisés.

- 2) Les politiques nationales et les programmes qui peuvent profiter aux plus vulnérables (jeunes, femmes...) consistent pour le gouvernement à encourager l'auto-emploi au regard de la précarité des possibilités d'emploi à la Fonction Publique et dans les entreprises privées. Divers fonds sociaux ont été constitués à cet égard en faveur des jeunes en quête d'emploi et orientés vers de nombreux secteurs d'activités.
- 3) Le partenariat entre les structures publiques en charge des questions d'éducation et d'emploi et la société civile, constitue un facteur majeur dans la réalisation du mieux-être des jeunes, des femmes et autres groupes vulnérables de nos populations car dans le cadre de ce partenariat, des projets d'insertion socio-professionnelle naissent et sont mis en œuvre au profit des plus démunis.

MGD2- Réaliser l'éducation primaire universelle:

- 1) Bien que la scolarisation des enfants soit obligatoire (au moins au primaire), il y a certaines localités du pays (Bouna comme Nord-est) où le taux de scolarisation est cependant très bas et où le taux d'exclusion à l'école primaire, du fait des facteurs culturels endogènes, reste hélas très élevé (25%).

La raison en est que les peuples de cette région du pays ne croient plus aux perspectives qu'offre le système scolaire actuel. Ils estiment en effet que leurs enfants sont plus utiles à les accompagner aux champs « où la terre nourrit son homme » qu'à aller grossir le nombre des diplômés au chômage dans le pays.

- 2/ Pour remédier à l'exclusion précoce à l'école, l'Etat a tout d'abord initié de vastes programmes de sensibilisation auprès des populations des régions concernées et rendu gratuite la scolarité en offrant gracieusement des effets scolaires aux enfants.

De même des bourses du secondaire ou du supérieur sont en priorité destinées aux élèves de ces régions où l'Etat a multiplié, par ailleurs, la construction des établissements scolaires.

- 3/ Par la sensibilisation et l'implication des parents d'élèves dans la gestion des écoles, l'Etat fait en sorte que l'institution scolaire soit au centre de l'intérêt général en tant que facteur de socialisation et de formation du citoyen.

MDG3 : Promouvoir l'égalité des sexes et la formation des femmes :

- 1/ Les filles et femmes issues des milieux pauvres sont les plus exposées à l'échec scolaire au niveau secondaire ou supérieur (où les études sont à la fois particulièrement coûteuses et exigeantes). Cette frange de la population obtient difficilement un emploi rémunéré.

- 2/ A travers des programmes de promotion des jeunes filles dans le système scolaire (quota de bourses pour jeunes filles embrassant notamment les filières scientifiques), l'Etat essaie de résoudre ce phénomène d'échec scolaire des filles.

Les filles handicapées sont au demeurant, de plus en plus recrutées à la Fonction Publique, et des facilités d'accès à la formation professionnelle leur sont offertes.

3/ Le régime démocratique en Côte d'Ivoire garantit la participation des femmes à la prise de décision. En effet, aujourd'hui en Côte d'Ivoire, de par leur propre travail, aidées en cela, par des groupements féministes, les femmes ont réussi à intégrer tous les secteurs de la vie nationale (politique, économique, culturelle, juridique....). Elles ont, de toute évidence, pris une part active par exemple à l'émergence de la société démocratique et civile, de plus en plus, au cœur de l'action publique.

MDG4 : réduire la mortalité ; MDG5 : Promouvoir la santé maternelle.

MDG6 : combattre le VIH/SIDA, le paludisme et toutes autres maladies.

1/ Les populations vivant dans l'extrême pauvreté aussi bien en zones rurales que dans des quartiers précaires de nos grandes villes, ont les taux les plus élevés de mortalité infantile et maternelle.

De même, ces populations connaissent également un fort taux de prévalence en VIH/SIDA.

2/ L'Etat a multiplié la construction des centres de santé en zones rurales afin d'assurer la couverture médicale de la population. Par ailleurs, il a initié en partenariat avec la société civile et certains partenaires au développement, des campagnes d'information et de lutte contre, d'une part, la mortalité infantile (campagnes de vaccination), la mortalité maternelle (gratuité de la césarienne en zones rurales) et d'autre part, le VIH/SIDA (gratuité du dépistage et des soins....)

Concernant les autres types de maladies, l'Etat finance et conduit auprès des populations vulnérables divers programmes de santé, s'appuyant sur des recherches.

3/ Le partenariat entre l'Etat et les partenaires au développement (OMS, PNUD...) d'une part, et entre l'Etat et la société civile d'autre part, (ONG, association de malades...) a abouti à des résultats très encourageants en termes de prise de conscience face aux dangers de certaines maladies, de mobilisation des populations autour des programmes spécifiques et d'implication de celles-ci dans la conduite de ces programmes corrélativement avec la mobilisation des ressources nécessaires.

MDG7 : Assurer le maintien de l'environnement

1/ Les populations rurales frappées par le changement climatique, sont les plus affectées par les problèmes de biodiversité. Tout comme les populations urbaines qui manquent d'air frais et d'environnement de vie saine.

Par exemple : les populations de certaines zones rurales et de certains quartiers précaires dans des agglomérations (Abidjan, Bouaké) manquent encore d'eau potable, et vivent dans l'insalubrité.

2/ Pour réduire le déficit en biodiversité, l'Etat, à travers la SODEFOR (Société de forêts de Côte d'Ivoire) continue à faire du reboisement afin de reconstituer le massif forestier consommé par la politique agricole agressive initiée depuis 1960. A cela, s'ajoute un plan national de l'environnement dont le but est de sauvegarder la biodiversité et maintenir une hygiène publique.

De même, pour accroître l'accès à l'eau potable et à l'hygiène publique, l'Etat a mis en place un Office National d'Eau Potable (ONEP) dont la mission est de permettre à toutes les populations ivoiriennes d'accéder à l'eau potable en leur offrant les infrastructures nécessaires à cet effet : Pompes, châteaux d'eau...

Quant à la question des quartiers précaires, l'Etat, grâce à ses partenaires, a libéralisé la construction des logements avec une prime aux opérations immobilières conçues au bénéfice des pauvres tels que les habitants des quartiers précaires. Parallèlement à cela, un plan de déguerpissement de populations suivi de relogement ou d'assainissement des quartiers précaires est en cours pour offrir aux plus démunis d'entre nous, un cadre de vie sain et sécurisé.

3/ l'implication effective des concernés dans les prises de décisions, a assuré jusque là le succès des politiques et programmes permettant de solutionner les difficultés auxquelles sont confrontées les populations vulnérables dans les zones d'habitation.

La lutte contre la pauvreté est une réalité en Côte d'Ivoire. Le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) élaboré dans ce cadre en est une illustration parfaite.